

Projet GOCO₂

Concertation préalable

Rencontre avec les salariés du terminal méthanier

Compte-rendu synthétique

Mercredi 19 novembre, de 11h00 à 16h, Terminal méthanier de Montoir-de-Bretagne

Représentants de la maîtrise d'ouvrage

- **Christophe TASTARD**, Directeur de projets H₂ et CO₂, NaTran
- **Philippe GAUTIER**, Chargé d'affaires publiques, Lafarge Ciments
- **Joachim LABAUGE**, Directeur développement CO₂, Elengy
- **Antone KAVEDJIAN**, Chargé de projet du terminal CO₂, Elengy

Garante et garants désignés par la Commission nationale du débat public (CNDP)

- **Jean-Pierre BOMPARD**
- **Marc NAVEZ**



Contexte et objectifs de la rencontre

Cette rencontre, organisée sur le site du terminal méthanier d'Elengy, dans le cadre de la concertation préalable du projet GOCO2, avait pour objectif d'informer et d'échanger directement avec les salariés et intervenants du site (sous-traitants inclus). Les maîtres d'ouvrages ont ainsi présenté les grandes lignes du projet, notamment le futur réseau de canalisations portée par NaTran et les opérations de captage menées par Heidelberg, Lafarge et Lhoist.

Une vingtaine de personnes ont participé aux échanges. Une visite du terminal méthanier a également eu lieu dans l'après-midi, en présence des deux garants de la CNDP. Cette rencontre a également été l'occasion d'annoncer les rencontres à venir sur le territoire, notamment :

- le webinaire sur « Les enjeux du stockage de CO₂ », prévue le jeudi 27 novembre [en ligne](#),
- la réunion publique « Terminal CO₂ », prévue le jeudi 4 décembre à Montoir-de-Bretagne.

Plusieurs documents de la concertation ont été distribués au cours de la rencontre.



Teneur générale des échanges

Les discussions ont été particulièrement riches, portées par un public techniquement averti et déjà bien informé des enjeux industriels et énergétiques du territoire. En ce sens, plusieurs personnes rencontrées avaient déjà connaissance de la composante du projet lié au terminal méthanier d'Elengy, qui accueillera à l'avenir le CO₂ à Montoir-de-Bretagne. Les participants se sont montrés globalement très favorables au projet GOCO₂, jugé cohérent avec les évolutions nécessaires du secteur industriel dans un contexte de dérèglement climatique.

La majorité des échanges a porté sur les efforts entrepris par les différents émetteurs pour décarboner à la source ses activités : évolution des procédés de fabrication, recours aux combustibles alternatifs avec la biomasse, l'intégration d'une technologie de captage CryoCap ainsi que des perspectives d'amélioration sur la consommation d'eau et la performance énergétique. Les salariés ont montré un intérêt soutenu pour comprendre dans quelle mesure les cimenteries avaient déjà engagé leur transition avant même le développement du captage.

Le futur réseau de canalisations a également suscité de nombreuses questions : tracés potentiels, principes de parallélisme avec les infrastructures existantes, profondeur et méthode de pose, matériaux utilisés et durée de vie des conduites. Les enjeux de sécurité, de surveillance et de gestion des risques ont été particulièrement discutés. Les salariés, très au fait des normes industrielles, se sont montrés attentifs aux dispositifs prévus par NaTran et aux comparaisons possibles avec les réseaux gaziers.

Le public, déjà accoutumé aux problématiques techniques du site méthanier, s'est montré globalement rassuré quant aux risques associés au transport et au stockage du CO₂, perçu comme : « largement maîtrisable au regard des pratiques industrielles existantes sur le transport de gaz ».

Les échanges ont abordé la filière complète : conditions de liquéfaction, transport maritime depuis Montoir, modalités de stockage géologique permanent et retours d'expérience internationaux.

Plusieurs participants se sont montrés intéressés par les perspectives de réutilisation du CO₂, capté notamment dans les filières émergentes de production d'e-carburant au travers de projets tel que Take Care ont été cités comme des exemples concrets de valorisation potentielle, même si ces usages restent encore en phase de développement et ne pourront absorber qu'une fraction des volumes captés : « Si on peut transformer une partie du CO₂ en e-carburant, c'est une bonne chose. »

La question du calendrier est revenue régulièrement, avec une attente forte de visibilité sur les étapes clés du projet. Les maîtres d'ouvrage ont rappelé que le projet se trouve encore en phase d'études : définition des tracés de moindre impact, études d'ingénierie, phase de concertation continue, puis enquêtes réglementaires. La mise en service n'interviendrait pas avant plusieurs années : « Malgré cette temporalité et au regard du projet d'envergure que représente GOCO₂, le projet est pour demain ! », indique une personne rencontrée.

Les échanges ont également porté sur l'augmentation des besoins électriques liée au captage du CO₂ dans les cimenteries. Cette montée en puissance énergétique explique la présence de RTE comme maître d'ouvrage du projet, chargé d'anticiper et de sécuriser les capacités nécessaires. Plusieurs participants ont exprimé leur intérêt pour les scénarios énergétiques associés : « On parle beaucoup des canalisations, mais moi je veux comprendre l'impact sur le réseau : qui fournit toute cette électricité ? ».

Enfin, certains ont évoqué la nécessité de maintenir une activité industrielle locale tout en réduisant l'empreinte carbone. Pour eux, un projet comme GOCO₂ peut contribuer

à préserver des emplois et des filières régionales, à condition que les bénéfices territoriaux soient clairement démontrés : « Si ça permet de garder nos usines et nos emplois ici, tout en polluant moins, alors oui, ça compte pour l'avenir du territoire ».

